



Berlin Eco

NUMERO 39

© DG Trésor

18 décembre 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

CONTEXTE EUROPEEN ET INTERNATIONAL

Dans son rapport de décembre, la [Bundesbank](#) préconise de faire apparaître les dettes européennes dans les données de dette nationales, pour des raisons « analytiques » et de « transparence » (les Etats-membre étant *in fine* responsables de l'endettement contracté par l'UE). Le rapport propose par exemple, d'appliquer une clé de répartition basée sur la part allouée à chaque Etat-membre dans le CFP. 280 Md€ de l'ensemble des dettes européennes (déjà décidées à horizon 2026) seraient attribuées à l'Allemagne.

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Les principaux instituts conjoncturels allemands ont mis à jour leurs projections macroéconomiques pour 2020 et 2021. **Le renforcement des mesures sanitaires face à la deuxième vague de Covid-19 nuirait principalement au secteur des services et à la consommation des ménages, tandis que l'industrie se maintiendrait sur une dynamique haussière.** Le [DIW](#) et l'[ifo](#) saluent l'activation d'un « lockdown » plus strict : une amélioration plus rapide de la situation sanitaire grâce au durcissement des mesures pourrait permettre une reprise économique plus dynamique dès le printemps 2021. **Les instituts [RWI](#), [IWH](#) et [IMK](#) maintiennent des estimations de croissance optimistes pour 2021 (entre +4,4 % et +4,9 %), tandis que les autres instituts (dont l'[IfW](#)) les revoient à la baisse (entre +3,1 % et +4,2 %).** **La variation du PIB en 2020 est chiffrée entre -5,4 % et -5,0 %.** Tous les instituts, excepté l'IMK, tablent sur un recul du PIB au quatrième trimestre 2020 (entre -1,7 % et -0,3 %).

Selon [Destatis](#), **les exportations ont augmenté de 0,8 % (-6,5 % en glissement annuel) et les importations de 0,3 % (-5,9 % en glissement annuel) en octobre 2020 par rapport à septembre.** Les exportations restent 6,8 % en-dessous de leur niveau de février 2020 (pré-crise), les importations 5,2 %. L'excédent courant de janvier à octobre 2020 s'établit à 186,9 Md€, contre 196,0 Md€ à la même période l'an passé (excédent commercial : 159,0 Md€, contre 191,2 Md€).

POLITIQUE BUDGETAIRE

Le [budget fédéral 2021](#) a été définitivement clôturé au Bundestag le 11 décembre. Les dépenses sont chiffrées à 499 Md€ (+85 Md€ par rapport au projet du ministère fédéral des Finances). L'endettement net sera de 180 Md€, contre 96 Md€ initialement annoncés en septembre. Les investissements totaliseront 62 Md€. Le groupe parlementaire des Verts déplore un ciblage insuffisant des dépenses, tandis que les libéraux (FDP) reprochent à la coalition d'user de la clause d'urgence pour constituer des réserves budgétaires.

Les instituts mentionnés ci-dessus admettent une baisse progressive du déficit public (toutes APU) sur les deux prochaines années (chiffré entre -5,1 % et -4,8 % de PIB en 2020, et entre -2,4 % et -1,8 % de PIB en 2022). Le niveau de dette publique en 2020 est estimé à environ 70 %. **Pour l'institut IfW**

Kiel, une réactivation du frein à la dette constitutionnel est possible en 2022, « pour le Bund et la majorité des Länder ».

POLITIQUES SOCIALES

Selon l'institut [WSI](#), les salaires conventionnels progresseraient en 2020 de 2,0 %, soit corrigé de l'inflation une hausse réelle de 1,4 %.

Le [ministère](#) fédéral du travail a présenté le rapport d'évaluation de la loi ayant introduit le **salaire minimum** et fait un constat positif : les très bas salaires ont augmenté sensiblement sans effets significatifs sur le chômage, la compétitivité des entreprises ou le niveau général des prix. Le ministre Hubertus Heil annonce qu'il va présenter en janvier des propositions pour une progression plus soutenue du salaire minimum.

Selon une [étude](#) de l'ifo et de l'IAB, les **inégalités sociales** n'auraient pas augmenté avec la crise pandémique grâce à la politique sociale du gouvernement : les revenus (bruts) d'activités auraient certes diminué pour tous les niveaux de salaire en 2020 (en moyenne -3 %), mais le revenu disponible des plus bas salaires après transferts sociaux aurait légèrement augmenté.

Les dépenses pour **l'aide publique à l'enfance et à la jeunesse** ont plus que doublé sur la dernière décennie, atteignant 54,9 Md€ en 2019. Deux tiers des dépenses ont été réalisées au titre de l'accueil dans les crèches et garderies, progressant à 35 Md€ en 2019 (+ 20 Md€ par rapport à 2019 ; source : [Destatis](#)).

Le gouvernement fédéral a élargi le [programme](#) visant à sauvegarder les places d'apprentissage en contexte pandémique : les conditions d'éligibilité aux **primes d'apprentissage** sont assouplies et le programme est prolongé jusqu'au 30 juin 2021.

Le conseil des ministres a adopté un [projet](#) de loi « de développement des services de **santé** » en contexte pandémique : le paquet de mesures vise d'une part l'amélioration de la qualité du service et de la transparence du système de santé (notamment une meilleure coordination entre les services de soin via une mise en réseau) et d'autre part l'élargissement de prestations.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

La banque publique d'investissement, **KfW**, annonce qu'elle [émettra](#) en 2021 entre 70 et 80 Md€, afin de refinancer ses activités d'aide, soit un volume comparable aux années précédentes. Jusqu'à 10 Md€ seront émis sous forme d'obligations vertes. La **KfW** va étendre son programme à des obligations à 15 ans.

L'**Agence financière allemande** annonce émettre [en 2021](#) entre 469 et 471 Md€ auxquels il faut ajouter deux émissions par syndication (une pour les obligations vertes en mai et septembre de 6 Md€ au total et une pour une obligation à 30 ans en septembre 2021).

REGULATION FINANCIERE

Le projet de **loi sur le renforcement de l'intégrité des marchés financiers** ([FISG](#), « loi Wirecard », cf. BE n°33), adopté en conseil des ministres le 16 décembre, prévoit un renforcement des compétences de la **BaFin** ainsi que des règles plus strictes pour l'exercice de l'activité de commissaires aux comptes. Il introduit également pour les agents de la **BaFin** l'interdiction de négocier des actions.

Il est reproché à la **BaFin** de ne pas avoir agi suffisamment tôt pour éviter la [procédure d'insolvabilité](#) du **fournisseur de services financiers (affacturage) pour les pharmacies**, **AvP**. 3 100 pharmacies seraient touchées (soit 1 une sur 6) pour un volume de dettes total de 400 M€.



Dans le cadre de sa « stratégie blockchain », le gouvernement a adopté en conseil des ministres un projet de loi sur **l'introduction de titres financiers électroniques** ([eWpG](#)) qui viserait à remplacer la forme papier du titre financier par une inscription dans un registre de technologie blockchain (cf. BE n°26). Il reviendra à la *BaFin* de superviser cette nouvelle forme d'émission de titres et les registres attenants.

BANQUES ET ASSURANCES

La liquidation de **DVB Bank** annoncée en 2018 se concrétise : la banque a annoncé à ses quelque 350 employés qu'elle fusionnerait avec sa maison-mère **DZ Bank** en août 2021 au plus tôt avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2021. Après la cession l'an passé de la quasi-totalité de son portefeuille ferroviaire et aéronautique (cf. BE 7/2019 et BE 35/2020), DVB Bank dispose encore d'un portefeuille de 5,7 Md€ composé essentiellement de prêts maritimes qui, compte tenu de la pandémie, a conduit à d'importantes pertes au 1^{er} semestre 2020.

NordLB a décidé d'absorber, vraisemblablement au 1^{er} juillet 2021, sa filiale immobilière [Deutsche Hypo](#) très rentable. Cette fusion, qui devrait permettre de réaliser des économies de coûts, devrait dans un premier temps peser sur le bilan et les effectifs de NordLB censée atteindre un bilan de 95 Md€ et 2 800 employés d'ici fin 2023. NordLB et Deutsche Hypo affichent actuellement respectivement un bilan de 129 Md€ et 19 Md€ et des effectifs de 4 500 et 400 personnes.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Économique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: [@FRTresor_Berlin](#)

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : François Gautier

Version du 18 décembre 2020